



À la faveur de la COP30, un collectif appelle à refonder le système financier international au service du défi climatique. Il était réuni les 6 et 7 novembre à Belém, à l'initiative de l'association Option Brésil, la revue *Économie et politique* et l'Institut de recherche et d'études culturelles et environnementales de l'Amazonie.

Pour une révolution des financements internationaux pour le climat

Belém (Brésil), le 7 novembre 2025.

À quelques jours de l'ouverture de la COP30 à Belém, nous, économistes, écologistes, membres de mouvements sociaux, de syndicats, de partis politiques et intellectuels engagés de 11 pays du Sud comme du Nord, lançons cet appel pour exiger une refonte radicale du système financier international au service du défi climatique.

Face à l'urgence, les réponses actuelles sont tragiquement insuffisantes.

Les besoins de financement sont estimés entre 4 500 et 7 000 milliards de dollars par an pendant vingt ans (1). Or les engagements actuels se limitent à un objectif de 300 milliards de dollars d'ici à dix ans – une fraction dérisoire.

Le cadre de discussion oppose artificiellement les peuples du « Nord » à ceux du « Sud », occultant l'ampleur des besoins partout dans le monde et permettant aux multinationales de se soustraire à leurs responsabilités.

Actuellement, on s'en remet soit aux marchés financiers, qui reposent sur des critères d'accumulation du capital et de rentabilité financière à l'opposé des objectifs climatiques, soit à des apports publics minimes prélevés souvent sur le dos des couches moyennes et populaires.

Le système financier international public actuel est conçu autour du FMI et de la Banque mondiale à partir d'une logique de rentabilité du capital et pour organiser l'hégémonie du dollar des États-Unis, qui y détiennent un droit de veto de fait. Il conditionne ses financements à des « plans d'ajustement structurels » qui mettent à mal les pays. Il ne facilite nullement la transition écologique et le financement des services publics dans les pays, même aux États-Unis. Mais il est mis hors champ et son rôle n'est pas discuté alors que, vu l'ampleur des montants nécessaires et la dimension mondiale des enjeux, sa mobilisation, son

fonctionnement et les critères qu'il utilise sont au cœur du problème.

NOS EXIGENCES

Nous réclamons une création monétaire internationale massive, en particulier via des droits de tirages spéciaux (DTS) dans un panier de monnaies, à taux très bas, proche de 0 %, dédiée au financement de la réponse au défi climatique – atténuation et adaptation au changement climatique – selon trois principes indissociables :

- équité géographique dans l'allocation des fonds, au bénéfice de tous les peuples,
- contrôle démocratique des processus d'attribution et de l'utilisation des fonds,
- critères d'utilisation clairs et contraignants, libérés des conditionnalités néolibérales.

Il s'agit de se battre pour une utilisation de l'argent au service du vivant.

Cela pourrait passer par un fonds climat financé par cette création monétaire à taux très bas, démocratiquement administré, pouvant être interpellé et « saisi » par les habitants et travailleurs à l'appui de projets précis ou pour contester une utilisation des fonds par les multinationales ou par les États non conforme aux engagements pris.

Cette mise en place d'un début de monnaie mondiale commune participerait à une transformation profonde du système financier vers une finance juste, démocratique et efficace, socialement, écologiquement et économiquement.

LA VISÉE

Il faut un tout autre système productif et changer les modes de consommation.

Les entreprises doivent réaliser des investissements matériels d'un nouveau type : visant la diminution drastique des émissions de CO₂ (voire la neutralité

carbone) et porteurs de créations d'emplois efficaces et de qualité.

Il faut, dans le même temps, un effort planétaire de formation professionnelle et culturelle pour la reconversion écologique, ainsi qu'un financement massif des services publics (transports publics, eau, forêts, protection sociale, éducation, recherche...).

C'est à cela que doit contribuer un autre système de financement international. Il ne s'agit pas seulement de transferts entre États, mais d'un combat commun des peuples et des nations contre un système d'accumulation du capital, prédateur et climaticide, et pour une utilisation de l'argent au service du vivant.

LE CHEMIN

Face au blocage mondial, notamment par le gouvernement des États-Unis, qui nie l'enjeu climatique, une étape d'expérimentation vers cette visée pourrait être la mise en place dès à présent d'un fonds climat spécifique, entre certains pays non négationnistes du défi climatique, à condition qu'il fonctionne selon les principes énoncés ci-dessus.

NOTRE ENGAGEMENT

À l'occasion de notre événement des 6 et 7 novembre à Belém, coorganisé par l'association Option Brésil, la revue *Économie et politique* et l'Ipeasa (Institut de recherche et d'études culturelles et environnementales de l'Amazonie), nous voulons :

- populariser cet appel international exigeant que la COP30 place la création monétaire au cœur des solutions,
- construire un réseau international pérenne d'acteurs engagés pour porter ce combat,
- montrer la convergence des luttes entre Nord et Sud, entre intellectuels et mouvements sociaux.

Le temps n'est plus aux demi-mesures. Nous appelons les dirigeants réunis à la COP30 à prendre des engagements historiques : pour un financement à la hauteur des besoins, pour un système

financier transformé au service des peuples et du climat.

Avec la participation de : Walber Abreu (Brésil), géographe, président de l'Ipeasa (Belém); Jacy Afonso (Brésil), syndicaliste, Centrale unifiée des travailleurs (CUT), Brasília; Félix Atchadé (Sénégal), directeur exécutif du Centre de recherche sur le développement humain (Credhu); Luiz Awazu Pereira da Silva (Brésil et France), professeur à Sciences-Po Paris; Frédéric Boccara (France), économiste, chercheur, Sorbonne Paris-Nord, revue *Économie et politique*, PCF; Yannis Bournous (UE et Grèce), vice-président du PGE (Parti de la gauche européenne) et dirigeant de Syriza; Ana Rute Pinto Brandao (Brésil et France), Option Brésil, PT; Faustino Cobarrubia Gomez (Cuba), économiste, Ciem, La Havane; Denis Durand (France), directeur de la revue *Économie et politique*; James K. Galbraith (États-Unis), économiste, professeur, université du Texas, Austin; Julio C. Gambina (Argentine), économiste, Attac Argentine; Benoît Garcia (France), syndicaliste, secrétaire général CGT finances; Martin Günther (Allemagne), économiste, Die Linke; Maria-Luiza Lapa de Souza (Brésil et France), Option Brésil, PT; Gabriela Ramirez Mendoza (Mexique), économiste écologue, chercheuse, Unam, Mexico; Enio Pontes, ingénieur, chercheur (hydrogène), UFC, Brésil; Jean-François Deluchey, professeur de science politique, UFPA, Brésil; Jessé Rodrigues, économiste, Suframa, université de Manaus, Brésil; Ligia Simonian, anthropologue, UFPA, Belém; Carol Magalhaes, Moeda Verde, Ideassu, Para. Contact : monnaie.mondiale.climat@gmail.com ■

(1) L'estimation du Giec de 4,5 % du PIB mondial donne 4 500 milliards (Md) de dollars en investissements (Cnucc 2024). Il faudrait ajouter les nécessaires dépenses humaines de services publics, formation et protection sociale pour la transition, qu'on peut évaluer à 2 500 Md, d'où le total de 7 000 Md. À présent, la COP révisé ces besoins à 1 300 Md de dollars.